

Interview avec la revue marocaine "le Journal "

Tunisie, ou en est la dictature ?

samedi 10 février 2007

Interview : Moncef Marzouki (*) « Ben Ali a entraîné le naufrage des valeurs comme l'honnêteté, le travail ou la vérité »

Vous êtes rentré en Tunisie le 21 octobre 2006 après cinq ans d'exil en France. Pourquoi ?

Moncef Marzouki : J'ai quitté la Tunisie en 2001 pour des raisons alimentaires. J'avais accepté la prison, une tentative de meurtre et la diffamation mais quand on m'a chassé de l'université et de l'hôpital où je travaillais, je me suis retrouvé sans ressources. Je suis venu en France car on m'avait proposé un poste de professeur en médecine à la faculté de Bobigny. En octobre 2006, j'ai lancé un appel à la désobéissance civile en Tunisie sur Al Jazeera. Je ne pouvais donc plus laisser les autres affronter seuls le régime de Ben Ali et me devais de donner l'exemple en rentrant.

Comment s'est passé votre retour ?

J'ai été de facto mis en résidence surveillée pendant deux mois et le régime a usé de nouvelles techniques de répression à mon égard. J'ai été agressé dans la rue à quatre reprises par des voyous qui m'ont craché dessus et insulté. A deux reprises, en pleine rue, des femmes se sont jetées sur moi en hurlant que j'avais tenté de les violer. Pour éviter d'être agressé, je sortais en permanence accompagné d'amis. Une fois, j'ai voulu soutenir un prisonnier politique en lui rendant visite en compagnie de trois autres personnes. Notre voiture a été prise d'assaut par une centaine de voyous qui m'ont encore insulté et craché dessus. L'attaque a été si violente que le véhicule dans lequel nous étions tanguait. Pendant ce temps, la police politique filmait la scène. Une autre fois, je me suis rendu à un enterrement et l'on a jeté des œufs pourris sur la voiture dans laquelle j'étais.

Qu'avez-vous alors fait ?

Devant tant de violence, j'ai décidé de rester à la maison qui a aussitôt été encerclée par la police. Mes amis ne pouvaient plus venir me voir et étaient en permanence harcelés. Le jour de mon arrivée en Tunisie, la police m'a délivré une convocation devant le juge pour « incitation à la désobéissance civile », ce qui est puni de trois ans d'emprisonnement. Je ne m'y suis pas rendu -pourquoi le faire puisque la justice est manipulée ?- et la police a encerclé mon domicile. Je pensais être arrêté mais ce n'était que de l'intimidation. En écoutant mes conversations téléphoniques, ils savaient que je rentrais en France quelques jours plus tard pour les fêtes de fin d'année. En tout et pour tout, je n'ai pu passer que deux mois en Tunisie.

Que comptez-vous faire à présent ?

Organiser la résistance démocratique depuis l'Europe et rentrer en Tunisie dès qu'il y aura une possibilité d'action politique. J'ai connu toutes les phases de la répression du régime de Ben Ali. Entre 1991 et 1992, lorsque j'étais président de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme (LTDH), il m'a convoqué à deux reprises et j'ai refusé de monnayer tout appui à la

répression. Ben Ali est alors passé à la répression policière, à savoir la prison, mon renvoi de l'université puis mon départ pour la France. Maintenant, c'est la phase des voyous et des milices qui veulent intimider. Cela montre la dégradation du régime...

Après l'avoir combattu pendant 20 ans, quel regard portez-vous sur le régime de Ben Ali ?

Aucune négociation n'est possible avec Ben Ali, contrairement à d'autres hommes du régime. La Tunisie doit se débarrasser de cet homme et de son régime qui n'est pas réformable. En 1984, la Tunisie était un Etat pré-démocratique avec un syndicat et une Ligue des droits de l'Homme puissants, avec une vraie presse et des embryons de partis politiques. Ben Ali a tout détruit. Pour donner le change, il a créé de faux partis et de fausses organisations qui le soutiennent. Détecte-t-il une tendance pro-arabe en Tunisie ? Aussitôt il crée un parti à sa dévotion qui occupe ce créneau ! La Tunisie est devenue un pays irréel où les vrais partis politiques sont interdits, les vrais opposants en exil ou en prison et où la vraie presse est réfugiée sur Internet.

Quelles sont les conséquences de cette schizophrénie sur la société tunisienne ?

Le calme règne en... surface. Dans les faits, la criminalité, la délinquance mais aussi la violence verbale entre les gens se développent au point que les avocats tirent la sonnette d'alarme. A cause du manque de libertés et de l'introduction massive de la corruption, le niveau de frustration est élevé et il n'y a pas de soupape d'échappement. Jusqu'ici, la population tunisienne a courbé l'échine et développe des stratégies de résistance personnelles. On se concentre sur sa vie privée, on fuit le pays. On assiste également à une islamisation profonde de la société. Le régime de Ben Ali ayant entraîné le naufrage des valeurs comme l'honnêteté, le travail ou la vérité, les Tunisiens se recréent au travers de l'islam un nouveau système de valeurs. Plus qu'une affaire de religion, c'est d'abord une réponse politique à la répression et une réponse morale à la corruption. Cela se traduit également par une violence politique qui se matérialise par un nombre croissant de jeunes Tunisiens partant combattre en Irak et par les derniers événements dans la banlieue sud de Tunis.

Après 20 ans de « bénalisme », dans quel état se trouve l'opposition politique ?

En Tunisie, il existe quelques rares partis honnêtes mais qui ne survivent que parce qu'ils ne demandent pas le départ de Ben Ali mais des réformes. Ce qu'on appelle l'opposition est divisée entre ceux qui croient que l'on peut réformer le système de l'intérieur sans s'attaquer à Ben Ali et ceux, comme moi, qui pensent qu'il doit partir. Il y a aussi un désaccord au sujet des islamistes : faut-il travailler avec eux ? Je pense qu'on ne peut pas imaginer une démocratie sans que toutes les tendances de la société ne soient représentées. Il faut reconnaître et intégrer la partie centrale et modérée des islamistes pour mieux isoler et combattre les extrémismes. C'est pour défendre ces idées que j'ai créé le CPR (Congrès pour la République) (**) qui représente un courant politique et se constitue surtout de réseaux de résistance.

On commence à entendre que Ben Ali pourrait se représenter à sa propre succession en 2009. Quant on sait qu'il est toujours élu avec des scores dépassant les 90 %...

Une réélection de Ben Ali en 2009 signifierait qu'il sera président à vie. Je considère au contraire que 2009 doit être l'année de la restructuration de l'Etat tunisien et celle de vraies élections où le peuple choisira ses dirigeants. Pour moi, c'est ça ou le chaos. S'il y a de vraies

élections présidentielles transparentes en 2009, alors oui je me présenterai. Pour atteindre l'objectif de telles élections, je pense que tous les Tunisiens doivent unir leurs efforts pour que 2007 soit l'année du départ de Ben Ali et 2008 celle de la transition politique et pacifique.

Propos recueillis par Catherine Graciet

(*) Neurologue, écrivain, le Docteur Moncef Marzouki, 60 ans, est l'un des leaders les plus connus de l'opposition au régime tunisien de Ben Ali exilée en France. C'est aussi un homme qui aime le Maroc où son père s'est réfugié sous Bourguiba et où vit une partie de sa famille.

(**) Le CPR est un parti d'opposition non reconnu en Tunisie.

(Source : « Le Journal » (Hebdomadaire - Maroc), N° 288 Du 03 au 09 Février 2007)